

# Politique de protection des données à caractère personnel des membres de l'Association

---

## 1. OBJET

---

Pour satisfaire à son bon fonctionnement, l'Association des Experts Forestiers de France est tenue de mettre en œuvre et d'exploiter des traitements de données à caractère personnel relatifs aux membres susceptibles d'adhérer à cette dernière.

La présente politique a pour objet de satisfaire à notre obligation d'information et de rappeler les droits dont vous disposez en matière de données à caractère personnel.

## 2. BASE LEGALE

---

Les traitements mis en œuvre par notre Association au titre de la présente politique ont pour base légale :

- pour nos membres, l'exécution d'un contrat, en l'occurrence le bulletin d'adhésion ;

## 3. FINALITES

---

Nous traitons vos données à caractère personnel pour les finalités suivantes :

- gestion de la relation avec nos membres ;
- organisation de divers événements ;
- envoi de newsletters et lettres d'information ;
- service de veille active concernant les activités exercées par nos membres ;
- traitement des demandes formulées via les formulaires de contact en ligne sur notre site web,
- organisation de réunions thématiques avec nos membres et formations
- conseil et accompagnement de nos membres via une équipe dédiée ;
- gestion des demandes de désinscription et désabonnement de nos membres ;
- amélioration des services et enquêtes ;
- réalisation d'états statistiques.

## 4. DESTINATAIRES

---

Sont destinataires de vos données des destinataires internes ou externes selon les cas.

Les destinataires internes concernent l'ensemble du personnel salarié et/ou non salarié de notre organisme.

Les destinataires externes sont nos prestataires externes (expert-comptable par exemple), nos prestataires techniques ou encore nos partenaires quels qu'ils soient et notamment toute partie prenante de la filière bois.

## 5. DUREE DE CONSERVATION

---

Vos données sont traitées pendant une durée limitée que nous déterminons au regard des contraintes légales et contractuelles qui pèsent sur nous et, à défaut, en fonction de nos besoins.

De façon générale :

- les données de nos membres sont conservées pendant toute la durée de votre adhésion auprès de l'Association augmentée de 5 ans à des fins de gestion administrative et de statistiques ;

## 6. VOS DROITS

---

Vous êtes investi des droits suivants s'agissant de vos données à caractère personnel :

- un droit de nous demander confirmation que des données vous concernant sont traitées, d'accéder à ces données et d'en demander une copie ;
- un droit de faire rectifier toute donnée vous concernant qui serait erronée ou obsolète ;
- un droit à la limitation du traitement qui s'applique en particulier lorsque vous contestez l'exactitude ou la légalité de l'utilisation de vos données à caractère personnel.
- un droit d'obtenir la portabilité de vos données lorsque le traitement est fondé sur le consentement ou l'exécution d'un contrat, que vous avez-vous-mêmes fourni vos données à notre entreprise et que leur traitement est automatisé.
- un droit d'opposition, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de vos données à caractère personnel lorsque ce dernier est fondé sur l'intérêt légitime de l'Association. Vous pouvez également vous opposer au traitement réalisé à des fins de prospection.

La demande d'exercice de vos droits doit émaner de vous exclusivement et être formulée par écrit à destination du Président. En cas d'incertitude quant à votre identité, nous sommes susceptibles de vous demander la communication d'une pièce d'identité que nous détruisons après vérification.

## 7. SOUS-TRAITANCE

---

Le RGPD définit le « sous-traitant » comme toute personne physique ou morale qui traite des données

à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Au cas où l'Association déciderait de recourir à tout sous-traitant de son choix dans le cadre du traitement des données de ses membres ou contacts, elle s'assurera du respect par ce dernier de ses obligations en vertu du RGPD et s'engagera à signer avec lui un contrat écrit qui lui imposera les mêmes obligations que celles qu'elle s'impose en matière de protection des données. De plus, l'Association se réserve le droit de procéder à un audit auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer du respect de ses obligations

## 8. SECURITE

Nous mettons en œuvre les mesures techniques et organisationnelles que nous estimons appropriées pour lutter contre la destruction, la perte, l'altération ou la divulgation non autorisées de données vous concernant.

En cas de violation de données, nous nous engageons à en notifier la Cnil dans les conditions prescrites par le RGPD.

Si ladite violation fait peser un risque élevé pour nos adhérents et/ou utilisateurs et/ou contacts, nous nous engageons à en aviser ceux qui sont concernés et à leur communiquer les informations et recommandations nécessaires.

## 9. DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Dans l'hypothèse où nous désignerions un délégué à la protection des données, nous nous engageons à vous communiquer ses coordonnées.

## 10.FLUX TRANSFRONTIÈRES

Nous nous réservons la possibilité de mettre en œuvre des flux transfrontières hors de l'Union Européenne des données que nous traitons, ce dont vous serez informés. Dans une telle hypothèse, nous assurerons le respect de vos droits et signerons si nécessaire un ou plusieurs contrats permettant d'encadrer ces flux avec le(s) pays destinataire(s).

## 11.REGISTRE DES TRAITEMENTS

Lorsque la réglementation nous l'impose, nous tenons à jour, à la disposition de la Cnil, un registre des opérations de traitement.

## 12.CONTACTS CNIL

Comme la loi vous y autorise, vous pouvez introduire une plainte auprès de la Cnil à l'adresse suivante : Service des plaintes de la Cnil, 3 place de Fontenoy – TSA 80751, 75334 Paris Cedex 07 ou par téléphone au 01.53.73.22.22

## 13.REVISION

En cas d'évolution réglementaire ou de recommandations de la Cnil, nous nous réservons le droit de modifier la présente politique. Toute nouvelle politique vous est notifiée avant son entrée en vigueur.